

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 15 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) La variable d'ajustement !
- 2) Elle cogne
- 3) Elle crispe
- 4) Elle est plus riche
- 5) Les gros bras de...
- 6) Aménagement pour les plus modestes
- 7) L'ancien et le nouveau...
- 8) Le petit-fils de...



G.Diez La Presse en Revue

I) Hamon : «La part variable du salaire de Gattaz est quand même sur son compte en banque»



Le patron du Medef, Pierre Gattaz, préconise une hausse modérée des salaires. Juste au-dessus de l'inflation, « donc ne pas trop s'éloigner de 1% », a-t-il dit au JDD. Attaqué sur la hausse de 29% de sa rémunération personnelle, il s'est défendu, expliquant que son salaire fixe n'avait augmenté que de 3%. « C'est ma rémunération variable qui a augmenté », a souligné Pierre Gattaz. Une mise au point qui fait tiquer Benoît Hamon, le ministre de l'Éducation. « La part variable, c'est quand même sur son compte en banque. Quand les Français consomment, eux aussi réinvestissent », fait remarquer à publicsenat.fr Benoît Hamon, de passage au Sénat mardi matin pour la réunion du groupe PS. Manière de défendre une hausse des salaires.

Ce n'est pas la première fois que le président du Medef irrite l'ancien leader de l'aile gauche du PS. Alors que Pierre Gattaz dénonçait en février dernier les mesures qui « stressent » les patrons, Benoît Hamon lui avait rétorqué que « Pierre Gattaz stresse tout le monde y compris les chefs d'entreprise ». Le ministre y était même allé de son conseil : « Il faut que Pierre Gattaz arrête de parler »...

publicsenat.fr

II "Mépris", "condescendance" au gouvernement : Royal cogne

Interviewée dans "Paris Match", la ministre de l'Écologie frappe fort. Et en profite pour prendre le contre-pied d'Arnaud Montebourg sur le dossier



Ségolène Royal, le 6 mai à Rome. (Luigi Mistrulli/SIPA)

Ségolène Royal lâche les coups. Dans un large entretien à paraître jeudi 15 mai dans "Paris Match", la ministre de l'Écologie dénonce les "boules puantes" et le "mépris" dont elle ferait l'objet de la part de certains de ses collègues au gouvernement.

L'ancienne compagne de François Hollande s'offusque notamment des "procès en incompetence" qui lui seraient faits au sein d'une classe politique "majoritairement composée de machos sûrs de leur bon droit".

Même si elle se refuse à donner des noms, elle raconte avoir déjà reçu, depuis sa nomination au gouvernement début avril, plusieurs "boules puantes" de certains de ces camarades ministres, qui feraient preuve, selon elle, de "condescendance" et de "mépris".

"Ceux qui veulent me museler se trompent"

Mais si elle critique ouvertement le ministre des Finances, Michel Sapin, qui n'a pas été particulièrement emballé par ses propositions pour remplacer l'écotaxe, elle confie en revanche bien s'entendre avec Laurent Fabius, dont elle loue le "professionnalisme".

"Je fais mon travail. Le reste, je m'en fiche. Je n'ai pas de temps à perdre", insiste ensuite Ségolène Royal.

« Je suis à ce poste parce que je suis compétente. Peut-être même la plus compétente », lâche-t-elle encore.

"Ceux qui veulent me museler se trompent. Oui, je parle. C'est ma liberté et je la garderai quoi qu'il arrive", poursuit-elle. "Et si j'ai envie de dire autre chose que ce qui est convenu, je le dirai."

Interrogée sur l'état de ses relations avec François Hollande, elle assure qu'elles sont "fluides", avant d'ajouter qu'elle est en "phase politique" avec le chef de l'État. Après avoir connu une longue traversée du désert ces dernières années, l'ex-candidate à la présidentielle de 2007 considère son retour au gouvernement comme "une réhabilitation".

General Electric a "le meilleur projet"

Sur le dossier stratégique d'Alstom, sur lequel Arnaud Montebourg est très investi, la ministre n'hésite à prendre le contre-pied de son collègue de l'Economie, en considérant que l'offre déposée par le géant américain General Electric pour racheter le pôle énergie du groupe français constitue "le meilleur projet industriel". Une position à rebours de celle d'Arnaud Montebourg, qui défend l'offre de rachat de l'Allemand Siemens.

"Pourquoi ne pas le dire ? Et pourquoi vouloir systématiquement faire fuir les investissements étrangers ? Nous en avons bien besoin, pourtant", poursuit-elle.

G.S. - Le Nouvel Observateur

III) Religion en entreprise : davantage de «crispation» depuis un an

Alice GÉRAUD

Absences pour fêtes religieuses, prières, mais aussi refus de travailler avec une femme... Dans son rapport 2014, l'Observatoire du fait religieux en entreprise constate une légère augmentation des cas problématiques.

Un an après l'acmé de l'affaire Baby Loup où la Cour de cassation avait donné raison à une employée de crèche privée licenciée pour port du voile, l'Observatoire du fait religieux en entreprise (Ofre) publie un nouveau rapport sur les questions de laïcité et de religion au travail. Ce rapport, reposant sur plus de 1 300 questionnaires, et qui doit être présenté ce mercredi après-midi à l'Assemblée nationale, est le deuxième volet d'un travail de longue haleine mené avec le groupe Randstad France, l'un des leaders de l'intérim. Il donne à voir une réalité assez éloignée des débats politiques et médiatiques sur le sujet.

Une crispation plus forte

Comme l'an dernier, l'étude démontre que la question de la religion au travail ne pose, dans la plupart des entreprises, aucun problème. Seules 12% des entreprises sont en effet régulièrement confrontées à cette problématique et seuls 3% des cas s'avèrent réellement «bloquants». Mais ces

cas sont en légère augmentation. «On observe une crispation», selon les mots d'Abdel Aïssou, le directeur général de Randstad France, qui l'attribue notamment à la médiatisation de l'affaire Baby Loup et aux polémiques qu'elle a suscitées.

Pour Lionel Honoré, le directeur de l'Ofre, qui dirige cette étude, l'actualité autour du mariage pour tous a également changé la donne, à la fois en libérant la parole et l'affirmation religieuse et en contestant la légitimité de parole des religions. Suscitant plus de tensions et une moindre tolérance entre collègues. Ainsi, dans le rapport 2013, 80% des personnes interrogées considéraient que la pratique religieuse de leurs collègues n'avait «aucun impact», ou alors un impact plutôt positif (15%) et seuls 5% évoquaient un impact négatif. Un an plus tard, ils ne sont plus que 40% à penser que cela n'a pas d'impact et un tiers à estimer que cet impact est négatif.

Certains secteurs particulièrement touchés

Par ailleurs, les chiffres très bas, les fameux 3% de situations bloquantes, et 12% de managers régulièrement confrontés aux questions d'ordre religieux cachent en réalité une concentration des problèmes sur quelques entreprises. Pour certaines, ce sont «30 à 40% de cas bloquants» décrypte Lionel Honoré. Ces entreprises sont situées dans les grandes agglomérations qui comptent une plus grande diversité de populations, et une plus grande représentation de la religion musulmane qui, si elle est de moins en moins seule représentée dans les cas bloquants, demeure majoritaire. Ce sont aussi des entreprises qui emploient une main-d'œuvre peu qualifiée. Ainsi, les centres d'appels, le bâtiment, le secteur médicosocial, les usines sont plus touchées. Les demandes et les conflits sur le fait religieux demeurent très rares chez les cadres.

Des troubles plus ou moins faciles à gérer

Les demandes des salariés sont des demandes d'absences pour fêtes religieuses (dans 16% des cas), aménagement du temps de travail (12%), prières pendant le temps de travail (12%), port ostentatoire d'un signe religieux (10%). Les deux premières demandes sont généralement facilement gérées par les entreprises, en fonction de leurs possibilités et du respect du bon fonctionnement de la société.

Mais il existe aussi des demandes nettement moins acceptables, comme le refus de travailler avec une femme, la demande de ne travailler qu'avec des coreligionnaires, le prosélytisme ou le refus de réaliser certaines tâches pour motifs religieux. Ce sont évidemment ces dernières qui posent problèmes, d'autant, explique Lionel Honoré, qu'elles sont souvent portées de façon collective, avec une forte dimension politique et une «volonté de déstabiliser ou de remettre en cause le fonctionnement de l'entreprise».

Quelles solutions ?

Chez Randstad France, où la promotion de la diversité et les luttes contre les discriminations sont depuis longtemps une priorité politique maison, la question de la gestion du fait religieux est, reconnaît son directeur général Abdel Aissou, une question «complexe». D'où d'ailleurs l'investissement du groupe pour le financement de la chaire de recherche de Sciences Politique Rennes sur le fait religieux en entreprise dont émane l'Ofre. «Lorsqu'on a commencé à travailler sur l'homophobie, on a trouvé des solutions, des propositions comme la création d'un congé parental pour le conjoint. Sur le fait religieux, les solutions, il faut être honnête, sont moins évidentes», explique Abdel Aissou. Pour Lionel Honoré, «les entreprises dans lesquelles cela fonctionne sont celles qui n'ont pas peur du conflit, celles qui sont très claires sur ce qu'elles acceptent et ce qu'elles n'acceptent pas».

Une des difficultés pour les entreprises porte sur la définition de la laïcité dans le monde du travail. Contrairement aux services publics, les entreprises ne sont pas soumises à l'obligation de respect de laïcité. Néanmoins, le rapport 2014 de l'Observatoire montre que les salariés attendent de leur entreprise une «neutralité». Pas d'interdiction totale du fait religieux, mais une tolérance pour la religion de chacun et son expression dès lors qu'elle n'entrave pas le bon fonctionnement de l'entreprise et l'égalité entre salariés.

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Ce matin, la France est plus riche !



Selon l'Insee, l'augmentation du niveau du PIB provoquée par ces révisions comptables pourrait être de 1 à 4 points de PIB

Fabien Piliu

Jeudi, l'Insee publiera une nouvelle version des comptes nationaux, actualisée et modifiée. L'immatériel sera désormais considéré comme de l'investissement. Les ratios qui prennent le PIB pour dénominateur reculeront donc.

Jeudi 15 mai, le niveau du PIB français devrait décoller brutalement. Des gisements de pétrole ont-ils été détectés dans l'Hurepoix ? Une entreprise française lancera-t-elle une innovation de rupture révolutionnant des pans entiers de l'économie mondiale ? Même pas. Demain, l'Insee publiera une nouvelle version des comptes nationaux, actualisée sur les trois dernières années, et reposant sur une nouvelle base qui prend en compte les modifications de tous les grands agrégats (PIB, consommation, investissement...). Conséquence de ces modifications comptables, « il en résultera une révision substantielle à la hausse du niveau du PIB, pour un impact nettement plus modeste sur les taux d'évolution ».

Selon les estimations de l'Insee, l'augmentation du niveau du PIB pourrait être de 1 à 4 points de PIB, 1 point de PIB représentant 20 milliards. Conséquence, les ratios qui prennent le PIB pour dénominateur reculeront précise l'Insee, notamment ceux qui auront le déficit public, la dette publique et les prélèvements obligatoires au

Les exercices 2011, 2012 et 2013 révisés

Plusieurs changements interviendront. Les données macroéconomiques des comptes nationaux seront actualisées sur les trois dernières

soit 2011, 2012 et 2013, afin de tenir compte des nouvelles informations arrivées depuis le précédent millésime des comptes nationaux. Les concepts qui gouvernent l'établissement de ces chiffres feront aussi l'objet d'un toilettage lié à changement de base - de 2005 à 2010 -, entraînant la modification de la définition exacte de nombreuses données et le contour de tous les grands agrégats (PIB, consommation, investissement, solde des administrations publiques,...).

Concrètement, à partir de demain, lors de la publication de la base 2010, les actifs produits, entendus comme les biens matériels ou immatériels utilisés de façon répétée et continue dans des processus de production pendant plus d'un an, verront leur périmètre élargi pour inclure, au titre de la propriété intellectuelle, un certain nombre d'actifs immatériels comme les résultats des activités de recherche et développement (R&D), les bases de données, et les biens d'équipement à usage exclusivement militaire. " On entend par là les navires, sous-marins, avions, blindés ainsi que certains missiles à fort pouvoir destructeur équipant les forces armées ", explique l'Insee.

La consommation intermédiaire est prise en compte

En étendant le périmètre des actifs produits, les dépenses engagées pour acquérir ces actifs - dépenses de R&D, achats de base de données ou d'équipements militaires - sont dorénavant comptabilisées en formation brute de capital fixe (FBCF), c'est-à-dire en investissement, et non plus en consommation intermédiaire. Le PIB est relevé d'autant.

Jusqu'à présent, la consommation intermédiaire, c'est-à-dire la valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production, n'était pas prise en compte dans le calcul la valeur ajoutée et le PIB. " L'augmentation de la valeur ajoutée concerne aussi bien les administrations publiques, pour les achats de systèmes d'armes ou le financement de la R&D non marchande, que les sociétés non financières, pour la R&D marchande et les bases de données ", détaille l'Institut.

Le poids de l'immatériel est désormais reconnu

Pourquoi ce changement ? L'Insee appliquera les nouvelles normes de comptabilité nationale édictées par le Système de comptes nationaux

(SCN 2008) et sa déclinaison européenne, le Système européen de comptes (SEC 2010). " Le cadre comptable doit en effet s'adapter pour refléter au mieux les mutations de l'économie. Traiter en investissement les dépenses de R&D permet par exemple de mieux rendre compte du poids de plus en plus important des actifs tirés de la propriété intellectuelle dans l'économie d'aujourd'hui ", explique l'Institut.

Cette prise en compte de l'immatériel suit les nombreuses recommandations d'experts et d'institutions pour une meilleure prise en compte de l'immatériel dans la création de richesses.

Créée en 2008 à l'initiative de Nicolas Sarkozy, **la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social**, menée par les économistes et prix Nobel Joseph E. Stiglitz, de l'université de Columbia, et Amartya Sen, de l'université de Harvard, ainsi que Jean-Paul Fitoussi, de l'Institut d'Études Politiques de Paris, président de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), faisait notamment fait des propositions sur ce point.

La France suit le mouvement

Aux Etats-Unis, la récente révision quinquennale de la comptabilité nationale permet également d'évaluer le PIB différemment. Ainsi, depuis le 31 juillet, le Bureau of Economic Analysis (BEA) - l'équivalent américain de l'Insee - inclut l'apport de la production intellectuelle afin de reconnaître les dépenses en recherche et développement, dans le domaine du divertissement, de la création littéraire et artistique comme des investissements à part entière. Les États-Unis ne sont pas les seuls à appliquer ce changement de méthode comptable, recommandé par les Nations unies en 2008. L'Australie et le Canada l'ont également adopté.

Les pays européens devant suivre en 2014 - ils doivent transmettre les données harmonisées avancent septembre à la Commission européenne -, la France ne sera pas la seule pays à voir son stock de richesses augmenter cette année.

V) Valls vu d'Espagne : un gros bras qui rend schizophrène le PS

Patricia Neves

Manuel Valls s'envolera bientôt pour Barcelone où il ira soutenir la candidate socialiste, Elena Valenciano, aux élections européennes. Il devra faire face à une presse espagnole pas tout à fait acquise à sa cause.



Manuel Valls vu par « El Mundo » : un « Franpagnol » - Capture d'écran « El Mundo »

Tous l'affirment : il est « brillant ». De gauche comme de droite, les médias espagnols ne tarissent pas d'éloges sur Manuel Valls, le « Barcelonais » devenu Premier ministre de l'autre côté des Pyrénées. Mais contrairement à ce qu'on a pu lire en France, les journalistes espagnols, certes patriotiques, n'en deviennent pas pour autant d'aveugles chauvins face au « cas Valls ». A la glorification de l'enfant du pays se substitue en effet aussitôt la mise en évidence de ses contradictions, voire de la « schizophrénie » qu'il crée au parti socialiste. L'attaque est signée du quotidien conservateur ABC, qui revenait, fin avril, sur le « psychodrame » vécu à l'Assemblée lors du non vote, par de nombreux députés socialistes, du « plan d'austérité » peaufiné par François Hollande et son Premier ministre catalan.

El País, le quotidien de centre gauche, s'en tient pour sa part à souligner le « grand paradoxe » du président français. Celui d'avoir choisi le « plus néolibéral » et le « plus à droite » parmi les candidats potentiels à Matignon pour répondre au « désenchantement criant » des « électeurs de gauche ». Ceux-là mêmes qui ont « déserté » les urnes à l'occasion des dernières municipales. « Comme si », poursuit El País, « puisque les Français votaient de nouveau à droite, Hollande avait voulu leur (...) donner raison ». Et d'ajouter : « Alors que Jean-Marc Ayrault représentait une main tendue aux syndicats et aux écologistes, Valls a défendu, ces dernières années, tout le contraire (...) la fin des 35h, la mise en place de la TVA sociale... » « Une mesure de Sarkozy » rappelle le quotidien le plus lu du pays.

Manuel Sarkozy

Pour El Mundo, quotidien de centre droit, Manuel Valls se serait, selon « des ennemis » qu'il ne manque pas de citer en off, « trompé de parti » étant plus « plus jeune ». Et trompé de mentor aussi : plutôt Sarkozy que Rocard... Un mentor auquel la presse espagnole ne cesse d'ailleurs de le comparer en forçant à peine le trait d'un Valls « hyperactif », « autoritaire », « dur », « décomplexé ».

Un gros bras en somme « à la main de fer », mais « sans gants de velours » dont le bilan à l'Intérieur laisse pourtant à désirer, comme le rappelle El Pais : pas d'amélioration des chiffres de la délinquance, réforme migratoire inachevée, etc. « Valls a occupé l'espace médiatique avec son style agressif, écrit le quotidien, même si cela n'a pu freiner, bien au contraire, le naufrage du Parti socialiste ni la progression du Front national. »

L'ombre de Zapatero

Il flotte finalement dans la presse espagnole l'idée que Manuel Valls pourrait être cet homme providentiel capable d'ouvrir « une voie » nouvelle à la France. Un peu comme à l'époque de l'arrivée au pouvoir en Espagne du socialiste José Luis Rodriguez Zapatero. Ça n'avait pourtant pas porté chance à ce dernier. En 2011, il fût sévèrement remercié par le peuple espagnol.

Il faut dire que Zapatero, après avoir multiplié les réformes sociétales, avait passé ses derniers temps à la tête du pays revêtu du costume noir de la rigueur : 15 milliards d'économies en 18 mois. Quand Valls lui en projette 50 d'ici à 2017. Cela, le plus catalan des Premiers ministres français, l'a peut-être oublié, lui qui, avant la crise de 2008, n'hésitait pas à citer en exemple Zapatero estimant qu'il avait (ça ne s'invente pas) « bien gouverné »...

marianne.net

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Taxe d'habitation: un aménagement pour aider les ménages modestes?



Par Challenges.fr

Christian Eckert, le secrétaire d'Etat au Budget envisagerait un coup de pouce fiscal avec des aménagement sur l'entrée dans la taxe d'habitation. Promesse dans le vent ou réel



(SIPA)

Alors que le porte-parole des députés PS de la Commission des Finances Dominique Lefebvre a remis son rapport sur la fiscalité des ménages au Premier ministre, Manuel Valls devrait annoncer mercredi 14 mai des allègements fiscaux pour les ménages modestes.

L'objectif est d'éviter à 650.000 ménages de devenir imposables du seul fait des mesures fiscales prises cette année.

Pour cela, le gouvernement envisage un allègement d'impôt sur le revenu mais aussi un allègement de la taxe d'habitation payée en novembre.

Le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a déclaré mardi : "Le travail se poursuit sur l'ampleur de la mesure, les cibles et la méthode. 500 millions, c'est sûr puisque c'est dans le programme de stabilité et on verra si on va au-delà avec une ou plusieurs mesures", a-t-il ajouté, tout en évoquant de possibles "aménagements sur l'entrée dans la taxe d'habitation".

Différentes options

"Il y a différentes options", a confirmé le rapporteur général (PS) du Budget, Valérie Rabault, associée aux discussions en cours.

"On travaille toujours à la mesure de justice sociale pour éviter les entrées dans l'impôt qui auraient pu se produire en septembre 2014. Ce sera sur les conditions de revenu et cela concernera les salariés et les retraités", a-t-elle ajouté devant la presse.

Pour sa part, le député socialiste Thomas Thévenoud, membre de la commission des Finances, a estimé que "la modalité, on la trouvera toujours mais il faut qu'elle soit la plus simple possible". "Il faut que cette mesure sur l'impôt sur le revenu ait des conséquences sur la fiscalité locale, en particulier sur la taxe d'habitation, et la redevance audiovisuelle", a-t-il précisé.

La taxe d'habitation est calculée en fonction du revenu fiscal de référence. L'idée est donc d'adoucir la facture pour les ménages qui vont devenir imposables.

challenges.fr

Parler vrai: quelle portée des mesures pour les ménages modestes?

Le gouvernement a annoncé une mesure pour les ménages modestes visant à faire sortir 650 000 contribuables de l'impôt sur le revenu. Beaucoup d'annonces, peu d'éléments précis : qui est concerné par cette mesure?

Rappelons d'abord que l'année dernière, avec la poursuite du gel du barème de l'impôt sur le revenu décidée par Nicolas Sarkozy en 2011, 840 000 contribuables étaient ainsi rentrés dans les barèmes de cet impôt. Est-ce que ce sont ces contribuables qui vont ainsi sortir de l'obligation de payer l'impôt cette année? C'est peu probable, or bon nombre d'entre eux se croient concernés par cette annonce. Quelle sera leur réaction s'ils apprennent qu'en réalité elle ne concerne que

ceux qui auraient du rentrer cette année dans les barèmes de l'impôt sur le revenu du fait du maintien du gel en 2014?

De fait, cette annonce risque bien d'être illisible pour ceux de nos concitoyens qui en bénéficieront et qui risquent même d'ignorer qu'ils ont été ainsi épargnés. Cette situation risque de donner une nouvelle fois un fort sentiment de cafouillage et je reste pour ma part fortement convaincue de l'urgence d'une réforme fiscale d'ampleur telle qu'annoncée pendant la campagne présidentielle. Elle seule pourra remettre de la lisibilité et de la justice dans notre système fiscal. Elle seule sera de nature à redonner confiance dans l'impôt.

Lienemann Marie-Noëlle Sénatrice de Paris

VII) « Crise : moment où l'ancien ordre du monde s'estompe et où le nouveau monde doit s'imposer »

Marie-Eva Bernard



« Crise : moment où l'ancien ordre du monde s'estompe et où le nouveau monde doit s'imposer »[1]

Yannick Jadot, Entrons en dissidence, Plon, janvier 2014, 123p, 14,90€

Militant écologiste, membre de l'ONG Solagral puis directeur des campagnes de Greenpeace, Y. Jadot publie Entrons en dissidence, un livre nourri par ses engagements associatif et politique. Député européen Europe Écologie les Verts depuis 2009, il y dénonce le fétichisme de la croissance et propose d'entamer la construction d'une «nouvelle prospérité» qui ne se réduirait pas à l'empilement d'homo economicus, mais placerait le bien être social en son cœur. Cette transformation passerait notamment par l'abandon du PIB comme indicateur de richesse au profit de marqueurs qualitatifs d'empreinte écologique, d'éducation et de santé[2]. Une petite révolution dans notre conception du progrès (fondée sur le scientisme, le productivisme, et le consumérisme) qui a peu évolué depuis les thèses positivistes du XIXe siècle.

De l'écologie de la dénonciation à l'écologie des solutions

Le Grenelle, embryon de démocratie environnementale, est un témoignage du passage progressif du constat de la crise écologique à un débat public sur les réponses qu'elle implique. Mais si le procès du retour à la bougie a presque entièrement disparu, les controverses sur les solutions sont légion : l'éolien est-il une clef de la transition écologique ou constitue-t-il une pollution visuelle inacceptable ? Le nucléaire représente-t-il danger grave pour la population, ou une alternative convaincante à des énergies « sales » comme le charbon ? Protéger l'environnement implique de faire des choix, et donc d'accepter le conflit : « on ne révolutionne pas une société uniquement avec du gagnant-gagnant », avertit Y. Jadot. Ainsi, une baisse de la consommation de gaz et d'électricité dans nos logements serait bénéfique pour le pouvoir d'achat des ménages comme pour le chiffre d'affaires des artisans qui les isolent, mais affecterait l'activité d'EDF, de GDF-Suez et d'Areva. Plus généralement, la sobriété (nécessité absolue, quand 60% de nos écosystèmes sont déjà durablement dégradés), suppose des efforts de réorientation considérables de la part des industriels (éco-conception des produits, fin de l'obsolescence programmée des appareils), des distributeurs (circuits courts), et des consommateurs (réparation, réutilisation, recyclage[3]).

État démissionnaire contre citoyens actifs

Les politiques semblent avoir le plus grand mal à

s'adresser au peuple (chaque réforme étant assortie d'une déclaration publique destinée à en « faire la pédagogie », comme si la technicité seule expliquait le mauvais accueil qu'elle reçoit), et à répondre à ses attentes, c'est pourquoi une société civile de plus en plus active prend le relai et interpelle la démocratie représentative sur les grands défis planétaires : « Indignés » en Espagne, opposants à Ahmadinejad en Iran, « Occupy wall street » à New York... Cet empowerment touche aussi bien le monde de l'entreprise (participation des salariés, codécision), que la sphère associative (associations de promotion du logement intergénérationnel[4] pour lutter contre la crise immobilière, coopératives agricoles). Ces phénomènes, grandement facilités par les nouveaux outils de communication en réseau, dessinent un monde horizontal où les lieux de décision se décentralisent.

À l'échelle européenne, toutes les mesures qui développeront une telle appropriation de l'espace démocratique par les citoyens sont à encourager : élargissement du programme Erasmus aux jeunes en apprentissage, éducation renforcée sur l'Histoire et l'actualité européenne, développement du service civique français à l'international, par exemple.

La nécessité d'un accès qualifié au marché européen

L'un des autres thèmes clefs de la réflexion de Y. Jadot est la reconstruction d'une souveraineté européenne dans le domaine du commerce international. Concrètement, le député prône une régulation du marché européen par l'imposition de normes conditionnant l'entrée des produits importés au respect de notre modèle social et environnemental[5]. Des propositions qui tranchent avec les choix européens récents, si l'on en juge par la réaction timide et tardive face au dumping chinois dans l'industrie photovoltaïque[6].

De même, le lancement des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement ne laisse pas présager des échanges respectueux de la diversité des cultures et des choix de société européens : crainte d'une évolution sur la législation des OGM, menace sur les libertés numériques et les données privées, etc. L'extension du modèle américain à l'Europe n'est pourtant pas une fatalité, et Y. Jadot nous enjoint de sortir du fantasme de l'impuissance de nos dirigeants, même si, à l'échelle européenne

comme à l'échelle nationale, faire rimer commerce et progrès social demandera du courage. L'épisode de l'arrêt des hauts fourneaux de Florange par Arcelor Mittal en offre un triste contre-exemple : gouvernements tétanisés face à un industriel pourtant bénéficiaire de largesses publiques[7], et champion de l'évasion fiscale[8].

«L'Europe, quel numéro de téléphone ?»[9]

À cause des ego de ses gouvernants, l'UE est désunie sur la scène internationale. À la conférence sur le climat en 2009 à Copenhague, Sarkozy, Brown et Merkel, soucieux de jouer individuellement d'égal à égal avec le président américain Obama et le premier ministre chinois Wen Jiabao, ont considérablement diminué le poids de l'Union dans les négociations. De même, en appuyant les revendications chinoises, la chancelière a une fois de plus favorisé l'intérêt national allemand (la « diplomatie Mercedes ») par rapport à l'intérêt collectif européen. Pour être efficaces, les États membres doivent impérativement cesser de privilégier les business plans de leurs « champions nationaux » et commencer à parler d'une seule voix.

Sur les plans social et environnemental, la nécessité d'une union se fait également sentir : le choix d'un salaire minimum obligatoire dans tous les pays de l'Union et une harmonisation fiscale mettraient par exemple fin à la concurrence perverse de nos systèmes sociaux, tandis que la mise en place d'un réseau électrique européen permettrait une véritable transition énergétique (l'Europe offrant une grande diversité de climats, du vent du Finistère au soleil grec). La conférence climatique qu'accueillera la France en 2015 et qui vise un accord international limitant à 2°C le réchauffement de la planète sera-t-elle l'occasion pour l'Europe de faire enfin front commun ?

Du nucléaire à la mobilité douce en passant par une économie de fonctionnalité[10], l'ouvrage de Y. Jadot imagine un monde post-crise et propose des solutions séduisantes et bien illustrées[11]. On regrettera seulement la forme de l'essai : titres racoleurs («les rentiers de l'État jacobin ne veulent pas perdre la main»), et l'organisation en chapitres peu rigoureuse : emporté par sa verve, l'auteur se répète parfois et diversifie de façon exponentielle les sujets de réflexion.

Marie-Eva Bernard

[1] Antonio Gramsci, Carnets de prison, Gallimard 1996

[2] Le Happy planet index, qui classe 178 pays selon trois indicateurs (empreinte écologique, espérance de vie et degré de bonheur des populations) constitue l'une des alternatives les plus connues au PIB.

[3] L'UE jette chaque année 2,7 milliards de tonnes de déchets dont seuls 40% en moyenne sont réutilisés ou recyclés. («A ressource-efficient Europe – Flagship initiative of the Europe 2020 strategy», Commission européenne, 2013).

[4] Si cette formule passe toujours en France pour un choix marginal dicté par des considérations financières, il pourrait aussi contribuer à lutter contre la solitude des personnes âgées et à mutualiser les soins en réponse au vieillissement de nos sociétés.

[5] Une première étape pourrait être de fermer d'ici 2020 le marché européen aux produits issus de pays qui ne respectent pas la liberté syndicale.

[6] Plus d'un an après les États-Unis, l'Union avait mis provisoirement en place en juin 2013 des taxes anti-dumping sur les importations de panneaux photovoltaïques chinois, qui menaçaient les entreprises de ce secteur en Europe. Mais fin juillet, la Commission a cédé en garantissant à la Chine une large part du marché européen. Cette décision s'explique notamment par le désir de satisfaire les exigences de l'Allemagne (qui fournit à la Chine les machines-outils qui lui servent à fabriquer ses panneaux), et par la peur de voir mises à exécution les menaces chinoises de rétorsion contre nos opérateurs privés.

[7] Dans les pays européens où il est implanté, le groupe Mittal s'est vu délivrer des quotas d'émission de CO2 échangeables en Bourse qui lui ont permis, d'après les chiffres du Cabinet Sandbag à Londres, de gagner 1 milliard d'euros en 2012.

[8] Le groupe n'a payé aucun impôt en France en 2012, exploitant les possibilités du système fiscal national comme le Crédit impôt recherche pour les travaux de son centre de Maizières-les-Metz.

[9] Expression d'Henri Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, pour railler l'absence d'unité politique en Europe.

[10] La location de voitures de particulier à particulier et le covoiturage permettent par exemple une distinction entre propriété et usage reproductible pour d'autres objets.

[11] «Le récit de la société ne peut plus être celui des idéologies et de leurs bréviaires. Finies les vérités révélées et assénées par une élite au reste de la société. Le récit écologiste est un récit pragmatique.»

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Européennes. Un petit-fils de nazi en campagne contre l'extrême droite



À 48 ans, Rainer Höss a fait de son fardeau familial le moteur de son engagement contre l'extrême droite. | capture vidéo

Rainer Höss, dont le grand-père Rudolf était le commandant du camp d'Auschwitz, essaie de convaincre les Européens de voter dans l'espoir de marginaliser l'extrême droite.

L'enfant ne comprenait pas pourquoi le jardinier de son internat, survivant de l'Holocauste, était constamment méchant avec lui. Jusqu'au jour où un enseignant lui a expliqué que son grand-père avait orchestré la mort de plus d'un million d'innocents.

Il découvre ses origines à 12 ans

« J'ignorais tout d'Auschwitz, je ne savais rien de ma famille, je savais seulement que mon grand-père avait participé à la guerre, comme des milliers d'autres », a-t-il confié lors d'une visite récente à Stockholm. « Pour un gamin de 12 ans, c'est quelque chose d'énorme à apprendre », a-t-il ajouté.



À 48 ans, Rainer Höss a fait de son fardeau familial le moteur de son engagement contre

l'extrême droite. Et il est la figure de proue d'une campagne suédoise lancée mercredi contre la montée des néo-nazis en Europe, à l'approche des élections européennes (22-25 mai).

« **N'oubliez jamais. De voter** »

http://youtu.be/KicA_0LNrsw

Initiative du Mouvement de la jeunesse social-démocrate de Suède (SSU), la campagne s'intitule « **N'oubliez jamais. De voter** ». Cette organisation considère que le meilleur moyen d'arrêter « **la menace grandissante des néo-nazis** » sur le continent est de se rendre aux urnes.

« **Avoir Rainer sur le devant de la scène, c'est prouver qu'il ne pourra jamais oublier et qu'il ne faut pas oublier nous non plus** », a souligné le secrétaire général de la SSU, Gabriel Wikström.

Malgré la réprobation de certains membres de sa famille qui ont préféré enterrer le passé, M. Höss a passé plus de 20 ans à faire des recherches sur ses propres origines et sur le nazisme.

Un secret longtemps enfoui

Sa tante Brigitte, l'une des cinq enfants de Rudolf Höss, avait choisi de les taire. C'est seulement l'an dernier, à l'âge de 80 ans, alors qu'un cancer était en train de l'emporter, qu'elle a décidé de faire part de son histoire au Washington Post.

Elle avait fui l'Allemagne pour devenir mannequin chez Balenciaga en Espagne, rencontré un ingénieur américain, émigré aux États-Unis avec lui, et fini sa carrière dans une boutique de luxe de Washington tenue par une juive. Même si elle avait fini par lui dire qui elle était, elle avait gardé son emploi. Et le secret avait été bien gardé.

ouest-france.fr

A Suivre...
La Presse en Revue